Document generated on 04/19/2024 10:28 p.m.

L'Actualité économique

Provincial Public Finance in Ontario: an Empirical Analysis of the Last Twenty-five Years, par D.K. FOOT. ONTARIO ECONOMIC COUNCIL REASEARCH STUDIES, UNIVERSITY OF TORONTO PRESS, Toronto, 1977.

Yvan Stringer

Volume 54, Number 3, juillet–septembre 1978

URI: https://id.erudit.org/iderudit/800787ar
DOI: https://doi.org/10.7202/800787ar

See table of contents

Publisher(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (print)
1710-3991 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Stringer, Y. (1978). Review of [*Provincial Public Finance in Ontario: an Empirical Analysis of the Last Twenty-five Years*, par D.K. FOOT. ONTARIO ECONOMIC COUNCIL REASEARCH STUDIES, UNIVERSITY OF TORONTO PRESS, Toronto, 1977.] *L'Actualité économique*, *54*(3), 415–416. https://doi.org/10.7202/800787ar

Tous droits réservés © HEC Montréal, 1978

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Provincial Public Finance in Ontario : an Empirical Analysis of the Last Twenty-five Years, par D.K. FOOT. ONTARIO ECONOMIC COUNCIL RESEARCH STUDIES, UNIVERSITY OF TORONTO PRESS, Toronto, 1977.

Les finances d'un gouvernement provincial ou encore municipal ne font pas souvent l'objet d'études empiriques substantielles. La parution du livre de Foot est donc de nature à susciter l'intérêt des spécialistes. Il s'agit d'une analyse économétrique de l'évolution des recettes et des dépenses du gouvernement de l'Ontario depuis les vingt-cinq dernières années. L'étude de Foot compte trois parties, si on exclut la brève conclusion. Dans un premier temps, l'auteur retrace rapidement l'évolution de l'économie ontarienne depuis 1947 et y situe le gouvernement provincial. Dans la deuxième partie, il présente les séries statistiques inhabituellement désagrégées qu'il a constituées pour le secteur public ontarien et qui lui permettront éventuellement d'estimer dix-neuf équations de recettes et trente-trois équations de dépenses. La construction de ces séries statistiques, surtout dans le cas des dépenses gouvernementales, représente probablement la principale contribution de cette étude, dans la mesure où elle ouvre la porte à des analyses plus poussées.

Dans la troisième partie, Foot présente ses résultats après avoir exposé les deux modèles théoriques sur lesquels reposent respectivement ses équations de recettes et de dépenses. Au chapitre des recettes, son objectif principal est de dissocier les variations automatiques des variations discrétionnaires. Pour y parvenir, il a recours à un modèle de trois équations de façon à introduire comme variables explicatives les variables sous contrôle gouvernemental comme les taux d'imposition et les exemptions fiscales, ce qui lui permettra d'évaluer l'effet sur les recettes gouvernementales de la politique discrétionnaire. Il s'agit toutefois d'une spécification conventionnelle, que l'on retrouve par exemple dans le secteur public des modèles de la Banque du Canada. Cependant, Foot est fréquemment contraint à renoncer en partie à son modèle théorique, à cause de problèmes de données et aussi à cause de la multiplicité des assiettes, des exemptions et des taux d'imposition relatifs à certaines catégories de recettes. En fait, il ne peut utiliser entièrement son modèle théorique que pour trois ou quatre catégories de recettes, comme cela se produit souvent dans les études de ce type.

Au chapitre des dépenses, Foot propose un modèle d'ajustement partiel selon lequel une partie seulement de l'écart entre la dépense publique désirée et la dépense effective de l'année antérieure serait comblée à chaque année. Pour expliquer la dépense désirée, il adopte l'approche des déterminants de la dépense publique et retient six variables explicatives possibles : la

population, le revenu, le degré d'urbanisation, les transferts intergouvernementaux, la tenue d'élections et la politique de stabilisation. Cependant, seuls la population et le revenu interviennent dans son modèle préliminaire. Ainsi, la dépense publique réelle per capita serait, pour chaque catégorie étudiée, déterminée par le revenu disponible réel per capita et, à cause de l'hypothèse d'ajustement partiel, par la dépense réelle de l'année précédente. Les autres déterminants mentionnés plus haut sont ensuite ajoutés au modèle, dans les équations où ils apparaissent pertinents.

Les principales conclusions de l'auteur sont que les autorités gouvernementales s'ajustent assez lentement au niveau désiré de la dépense publique et que la dépense désirée est principalement déterminée par la demande. La première conclusion est déduite du coefficient généralement élevé obtenu pour la variable endogène décalée. Ainsi, il faudrait en moyenne deux ans pour combler la moitié seulement de l'écart entre dépense désirée et dépense effective. Quant à l'influnce de la demande sur la dépense publique, elle est déduite de l'observation que le coefficient de la variable revenu est généralement significatif. Réunies, ces deux variables donnent des coefficients de détermination élevés pour la grande majorité des catégories de dépenses étudiées. Les conclusions de Foot nous semblent reposer sur une base plutôt fragile. Compte tenu de la croissance soutenue du revenu et de plusieurs catégories de dépenses gouvernementales dans la période étudiée, les résultats obtenus ne sont pas du tout surprenants. En de telles circonstances, la variable endogène décalée aura tendance à obtenir un coefficient élevé. Mais peut-on en déduire automatiquement que le mécanisme d'ajustement est lent ? Les résultats de Foot pourraient bien davantage refléter un phénomène statistique que les mécanismes d'influence suggérés. Considérant la spécification de ses équations, il nous semble que Foot saute trop rapidement aux conclusions. Quant aux autres déterminants considérés, ils exerceraient une influence « sélective », intervenant dans le cas de certaines dépenses seulement. Les transferts intergouvernementaux seraient les plus importants parmi ces déterminants, jouant un rôle dans quelque cinq ou six équations, et les résultats obtenus suggèrent qu'ils entraînent une substitution partielle des fonds fédéraux aux fonds provinciaux.

Dans l'ensemble, l'étude de Foot est assez décevante. Sur le plan méthodologique, elle n'apporte rien de neuf. Ses résultats sont peu révélateurs, ne jetant aucune lumière nouvelle sur les causes de la croissance des dépenses publiques ; les conclusions qu'on en tire ne paraissent pas justifiées. Du côté des recettes gouvernementales, l'approche utilisée est très conventionnelle. Il demeure toutefois que l'auteur a accompli un travail considérable qui pourra être utile aux personnes intéressées au secteur public ontarien. Si ses équations de dépenses ont peu de pouvoir explicatif, ses équations de recettes peuvent servir à des fins prévisionnelles. Par ailleurs, les séries statistiques que Foot a constituées sur les dépenses publiques ontariennes pourraient contenir plus d'informations utiles que la présente étude ne fait ressortir. Il est à espérer qu'on en tire plein avantage.

Yvan Stringer